

COMMUNICATION DE LA COMMISSION

**Mise en œuvre de l'article 260 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.
Mise à jour des données utilisées pour le calcul des sommes forfaitaires et des astreintes
que la Commission proposera à la Cour de justice dans le cadre de procédures
d'infraction**

COMMUNICATION DE LA COMMISSION

Mise en œuvre de l'article 260 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Mise à jour des données utilisées pour le calcul des sommes forfaitaires et des astreintes que la Commission proposera à la Cour de justice dans le cadre de procédures d'infraction

I. INTRODUCTION

La communication refondue de la Commission relative à la mise en œuvre de l'article 228 du traité CE¹ a établi la base sur laquelle la Commission se fonde pour calculer le montant des sanctions financières, qu'il s'agisse de sommes forfaitaires ou d'astreintes, qu'elle demande à la Cour de justice d'appliquer lorsqu'elle saisit cette dernière en vertu de l'ancien article 228 du traité CE (actuel article 260 du TFUE) dans le cadre d'une procédure d'infraction engagée à l'encontre d'un État membre.

Le point 25 de la communication dispose que les règles et critères exposés dans la communication s'appliquent à partir du 1^{er} janvier 2006. La communication dispose également que ces paramètres seront adaptés tous les trois ans afin de tenir compte de l'inflation et de l'évolution du PIB².

Lors de l'adoption de la communication, la Commission a habilité son président, en accord avec le membre de la Commission en charge des affaires économiques et monétaires, à adopter les mesures susmentionnées puisque celles-ci n'impliqueront aucune évaluation ni l'exercice du pouvoir d'appréciation de la Commission³.

Dans des circonstances normales, une première mise à jour des éléments pertinents des méthodes de calcul aurait dû avoir lieu en 2009, mais ce ne fut pas le cas en raison de la situation économique exceptionnellement incertaine.

La Commission estime à présent qu'il convient de réaliser la mise à jour nécessaire conformément aux règles générales prévues dans la communication de 2005.

La mise à jour n'ayant pas été effectuée en 2009 pour les raisons exposées ci-dessus, la Commission, dès qu'elle aura révisé le facteur «n» utilisé pour le calcul, adaptera son mode de calcul en fonction du nouveau facteur «n» pour les affaires dont la Cour a été saisie en 2009 en vertu de l'article 260 TFUE, dès lors que le nouveau facteur «n» est inférieur au facteur appliqué initialement lors de la saisine.

La méthode pour réaliser cette mise à jour est définie dans la communication refondue de 2005⁴ (point 18.2 et notes de bas de page n° 12, 18 et 22). En vertu de cette communication, la mise à jour doit se fonder sur l'évolution de l'inflation et du PIB dans chaque État membre. Il convient d'utiliser les statistiques pertinentes relatives au taux d'inflation et au PIB établies deux ans avant l'année de la mise à jour («règle n-2»). (Pour plus de détails, voir le point II).

¹ SEC(2005) 1658; JO L 126 du 7.6.2007.

² SEC(2005) 1658, point 18.2 et notes de bas de page n° 12, 18 et 22.

³ Habilitation du 13 décembre 2005 pour l'adoption de décisions visant à actualiser certaines données pertinentes pour le calcul de la somme forfaitaire et de l'astreinte à payer en vertu de la politique de la Commission concernant l'application de l'article 228 du traité CE; SEC(2005) 1616/2.

⁴ SEC(2005) 1658; JO L 126 du 7.6.2007.

La présente communication de la Commission se fonde, dès lors, sur les données économiques relatives au PIB nominal et au déflateur du PIB pour 2008 et sur la pondération actuelle des voix des États membres au Conseil.

Il n'existe aucune raison de modifier la «règle n-2». Il convient d'utiliser les données de 2008, deux années étant le minimum nécessaire pour disposer de données macroéconomiques relativement stables. L'utilisation des données de 2009 (n-1) pourrait exiger une nouvelle mise à jour de ces données. Par ailleurs, le fait d'utiliser les données de 2008 permet de prendre en considération une année intermédiaire de croissance du PIB et d'inflation, ce qui semble produire des résultats globalement conformes aux données prévues pour les prochaines années.

Toutefois, afin de garantir une mise à jour plus régulière des données utilisées dans la méthode de calcul, la Commission estime qu'à l'avenir, il conviendrait de modifier les paramètres pertinents sur une base annuelle⁵.

Les autres éléments utilisés pour réaliser la mise à jour sont également conformes à ceux approuvés par la Commission⁶.

II. ÉLÉMENTS DE LA MISE À JOUR:

La liste des critères économiques à modifier ou à ajouter est la suivante:

- le montant forfaitaire standard pour l'astreinte⁷, actuellement fixé à 600 EUR par jour, à modifier en fonction de l'inflation,
- le montant forfaitaire standard pour la somme forfaitaire⁸, actuellement fixé à 200 EUR par jour, à modifier en fonction de l'inflation,
- le facteur⁹ spécial «n», à modifier en fonction du PIB de l'État membre concerné, en tenant compte du nombre de voix dont il dispose au Conseil. Il est identique pour le calcul de la somme forfaitaire et pour celui de l'astreinte journalière,
- les sommes forfaitaires minimales¹⁰ à modifier en fonction de l'inflation,

⁵ La présente communication de la Commission modifie les parties correspondantes de la communication de 2005 ainsi que la décision d'habilitation.

⁶ Le déflateur des prix du PIB est utilisé pour mesurer l'inflation. Le montant uniforme des sommes forfaitaires et des astreintes est arrondi au multiple de dix le plus proche. Les sommes forfaitaires minimales sont arrondies au millier le plus proche. Le facteur «n» est arrondi à la deuxième décimale.

⁷ Le montant forfaitaire standard ou uniforme pour les astreintes journalières est défini comme étant le montant de base fixe auquel s'appliquent certains coefficients multiplicateurs. Ces coefficients sont les paramètres de gravité et de durée de l'infraction et le facteur spécial «n» correspondant à l'État membre concerné qu'il convient d'appliquer pour le calcul d'une astreinte journalière.

⁸ Le montant forfaitaire doit être appliqué pour le calcul de la somme forfaitaire. On obtient cette somme forfaitaire en multipliant un montant journalier (somme forfaitaire) (résultant de la multiplication du montant forfaitaire pour les sommes forfaitaires par le coefficient de gravité, le résultat ainsi obtenu étant multiplié par le facteur spécial «n») par le nombre de jours où l'infraction persiste entre la date du premier arrêt et la date à laquelle l'infraction prend fin ou la date du prononcé de l'arrêt en vertu de l'article 228. La somme forfaitaire (journalière) sera proposée par la Commission lorsque le résultat du calcul susmentionné est supérieur à la somme forfaitaire minimale fixe.

⁹ Le facteur spécial «n» tient compte de la capacité des États membres à payer [produit intérieur brut (PIB)] et du nombre de voix qui leur est attribué au Conseil.

¹⁰ La somme forfaitaire minimale fixe est déterminée pour chaque État membre en fonction du facteur spécial «n». Elle sera proposée à la Cour lorsque le total des sommes forfaitaires journalières n'est pas supérieur à la somme forfaitaire minimale fixe.

- outre la mise à jour des paramètres susmentionnés, il convient de prévoir de nouveaux facteurs «n» et des sommes forfaitaires minimales pour la Bulgarie et la Roumanie.

III. MISE À JOUR

Conformément à la communication refondue de la Commission relative à la mise en œuvre de l'article 228 du traité CE (actuel article 260 du TFUE) [SEC(2005) 1658], la Commission appliquera les chiffres mis à jour suivants pour indiquer à la Cour de justice, lorsqu'elle la saisira en vertu de l'article 260 du TFUE, le montant des sanctions financières, qu'il s'agisse de sommes forfaitaires ou d'astreintes, qu'elle juge approprié compte tenu des circonstances.

- (1) Le montant forfaitaire standard pour le calcul de l'astreinte est fixé à **640** EUR par jour.
- (2) Le montant forfaitaire standard pour la somme forfaitaire est fixé à **210** EUR par jour.
- (3) Le facteur spécial «n» pour les 27 États membres de l'UE est le suivant:

	Facteur spécial «n»
Belgique	5,13
Bulgarie	1,47
République tchèque	3,36
Danemark	3,22
Allemagne	21,44
Estonie	0,64
Irlande	2,84
Grèce	4,27
Espagne	13,66
France	18,96
Italie	17,00
Chypre	0,66
Lettonie	0,77
Lituanie	1,20
Luxembourg	1,00
Hongrie	2,84
Malte	0,33
Pays-Bas	7,02
Autriche	4,23
Portugal	3,56
Roumanie	3,53
Slovénie	0,97
Slovaquie	1,70
Finlande	2,86
Suède	4,57
Royaume-Uni	18,31

(4) La somme forfaitaire minimale (en EUR) est fixée à:

	Facteur spécial «n»	Somme forfaitaire minimale (milliers EUR)
Belgique	5,13	2 707
Bulgarie	1,47	777
République tchèque	3,36	1 773
Danemark	3,22	1 700
Allemagne	21,44	11 323
Estonie	0,64	337
Irlande	2,84	1 501
Grèce	4,27	2 255
Espagne	13,66	7 215
France	18,96	10 008
Italie	17,00	8 974
Chypre	0,66	350
Lettonie	0,77	405
Lituanie	1,20	632
Luxembourg	1,00	528
Hongrie	2,84	1 498
Malte	0,33	174
Pays-Bas	7,02	3 704
Autriche	4,23	2 234
Pologne	7,88	4 163
Portugal	3,56	1 881
Roumanie	3,53	1 862
Slovénie	0,97	513
Slovaquie	1,70	896
Finlande	2,86	1 511
Suède	4,57	2 411
Royaume-Uni	18,31	9 666

(5) La Commission appliquera les chiffres mis à jour aux décisions qu'elle prend de saisir la Cour de justice en vertu de l'article 260 du TFUE à partir du dixième jour ouvrable suivant la date d'adoption de la présente communication.

(6) À compter de 2010, une mise à jour des paramètres figurant dans la présente communication de la Commission sera réalisée sur une base annuelle.